

La Grèce peut-elle quitter l'Euro ? Peu importe !

Par Guillaume Alméras, consultant indépendant, associé au Groupe d'analyse JFC Conseil

La Grèce peut-elle sortir de l'Euro ? La réponse est oui. Elle semble même le souhaiter, sans oser en prendre elle-même la décision. Cela arrivera-t-il ? Probablement pas mais ce n'est pas impossible. Peut-être l'évitera-t-on fin juin 2015 mais la question se reposera assez vite. Au fond, peu importe ! Ce qui est à peu près sûr, c'est que, quelle que soit l'issue, la Grèce en sortira gagnante. Cette dernière affirmation peut surprendre, tant s'est plutôt répandue la vision d'une Grèce martyre, suppliciée par la finance internationale et l'Ogre allemand. Alors, re-déroulons rapidement le film.

En 2009, la Grèce se découvre surendettée et incapable de faire face à ses échéances. Que s'est-il passé ? Une administration de l'UE, impatiente de faire l'Europe à sa façon, a déversé des milliards sur le pays, s'arrangeant d'artifices pour ne pas voir que, dès le départ, il était peu apte à rejoindre l'Eurozone. Banques et investisseurs privés ont suivi. Et l'Etat grec a laissé gonfler son déficit budgétaire. Pire encore, une oligarchie a su accaparer l'aubaine à son propre profit – les avoirs des ressortissants grecs dans les banques suisses atteignent aujourd'hui à peu près le même montant que la dette du pays. L'argent a par ailleurs permis à la même oligarchie d'acheter à crédit la paix sociale et son maintien au pouvoir à travers un clientélisme débridé, multipliant notamment embauches et privilèges dans la fonction publique. Un seul exemple suffit à illustrer cette situation : avec son obsession à favoriser le rail à n'importe quel prix en Europe, la Commission européenne a poussé la peu productive compagnie nationale des chemins de fer grecque, l'OSE, à conduire de grands projets, comme la liaison Athènes-Sofia. Et l'Europe a fait crédit. En 2009, l'OSE portait une dette de 10 milliards € (la SNCF en étant d'ailleurs en partie garante). Les conditions du trafic ferroviaire en Grèce ne se sont pas particulièrement améliorées mais les sureffectifs de l'OSE ont explosé, en même temps que les salaires.

Pour l'oligarchie qui avait si bien profité de l'incurie européenne, quel pouvait être l'objectif dès 2009 ? Ne pas rembourser bien sûr. D'abord, le pays n'en avait aucunement les moyens. Ensuite, les autorités grecques découvrirent rapidement qu'elles avaient plusieurs excellentes cartes en main. La panique des autorités européennes face à tout ce qui est à même d'ébranler l'Euro d'abord et l'aléa moral classique qui veut que le prêteur trop prodigue ne peut s'en prendre qu'à lui-même s'il a été assez imprudent pour prêter bien plus que ce que son emprunteur pouvait raisonnablement lui rembourser. Surtout, les Grecs se rendirent rapidement compte de la forte impopularité d'une UE sous leadership allemand. Il suffisait d'apparaître comme le petit face au gros, comme le petit qu'écrase le gros. Ainsi entendit-on Athènes gémir sous l'austérité après le premier plan de sauvetage de 2010. Une austérité toute relative, pourtant, puisque seuls les investissements et les dépenses militaires (importantes) furent vraiment sacrifiés, tandis que les aides sociales augmentaient et que, de 2006 à 2011, les dépenses liées aux traitements des fonctionnaires ne baissaient que de 7%, ceci étant principalement dû aux départs en retraite. Mais cela marcha ! En Europe, en France notamment, les opinions publiques prirent volontiers le parti des pauvres Grecs face aux Allemands et face aux banquiers. En Grèce, on reparla alors de l'occupation nazie... Mais la dette ne faisait qu'empirer.

En 2012, avec le deuxième Plan de sauvetage, le gouvernement grec mit le peuple à la rue et dans la rue. C'était son meilleur moyen de pression face à une UE refusant une évidence

pourtant criante : quoi qu'on décide, quoi qu'on fasse, la Grèce n'a aucunement les moyens de rembourser sa dette. Depuis 2009, trois ans avaient été perdus et nous en sommes toujours là, trois ans après.

En 2012, l'UE avait une nouvelle obsession : sauver ses banques. L'argent du Plan de sauvetage servit, à 76%, à rembourser les banques européennes qui avaient des créances sur la Grèce. On y a deviné la puissance du lobby bancaire mais il faut souligner qu'à l'époque des banques européennes surendettées ne trouvaient plus à se refinancer qu'à travers la BCE. Par ailleurs, 100 milliards € de créances furent abandonnées et des banques comme le Crédit Agricole payèrent cher leurs engagements en Grèce.

A partir de là, la dette grecque ne fut quasiment plus détenue que par des créanciers publics (différentes instances de l'UE, le FMI) et non grecs, cela la rendant bien plus facile à négocier. Repose-t-elle en effet sur le contribuable européen ? Si tel était le cas, il est peu probable que celui-ci en aurait vraiment conscience. Mais ce n'est même pas vraiment le cas. On a pu estimer que l'abandon de la dette grecque pourrait coûter 68 milliards € à la France (prêts directs, part de sa garantie au FESF) mais une telle somme serait sans doute financée elle aussi par de la dette...

Finalement, l'exaspération populaire en Grèce porta Syriza au pouvoir, avec un mandat clair : quitter l'Eurozone. Heureuse coïncidence, c'est exactement ce que peuvent souhaiter ceux qui, en Grèce, ont de l'argent. On anticipe une dévaluation de 50% si un retour à la drachme a lieu, ce qui signifie des actifs, notamment immobiliers, bradés pour tous ceux qui, avant cela, auront su mettre leurs euros à l'étranger ou tout simplement sous leur matelas. Car, en Grèce, depuis des mois, la fuite des capitaux et les retraits massifs des banques n'arrêtent pas. On parle de 30 milliards € depuis le début de l'année. Cela passe par les banques et, normalement, cela ne devrait pas être possible : les banques grecques sont exsangues. De fait, cela n'est réalisable qu'à travers les crédits ELA que la BCE a mis en place, qui sont désormais l'unique source de financement des banques grecques et qui avoisinent aujourd'hui les 90 milliards €. En somme, la BCE permet de se vider de son argent un pays que l'UE presse de régler sa dette ! Oui, cela se passe sous nos yeux.

On parle d'un Grexit comme d'un événement majeur, dramatique. Mais ensuite, rien n'aura vraiment changé ! La Grèce se sera débarrassée de sa dette ou l'aura fortement réduite. De toute façon, elle ne la règlera jamais. A partir de là, elle pourra redemander l'aide de l'UE. Car il y aura sans doute un effet de croissance au démarrage, lié justement au rapatriement des fonds aujourd'hui sortis du système bancaire et bénéficiant d'un pouvoir d'achat renforcé. Mais, très vite, le PIB grec subira un affaissement au moins égal à celui de la monnaie, plongeant le pays dans une économie du Tiers-Monde. Malgré le tourisme, la Grèce n'exporte et ne produit pas assez pour se procurer les devises qui seraient nécessaires pour maintenir ses importations à leur niveau actuel. Beaucoup imaginent qu'avec sa sortie de l'Euro, on arrêterait de payer pour la Grèce. Mais, demeurée dans l'UE, la Grèce se tournera vers ses voisins pour maintenir son niveau de vie. Et l'UE payera, bien sûr, ne pouvant guère laisser s'effondrer complètement un de ses membres ou le laisser tomber dans les bras de Poutine – un pays, par ailleurs, porte d'entrée immédiate pour les migrants... En contrepartie, on exigera que la Grèce engage des réformes - conduites par des politiques « sérieux » cette fois. Exit donc de Syriza et retour des oligarques.

Si ce scénario ne se réalise pas, les choses ne seront pas très différentes. On continuera, d'une manière ou d'une autre, à prêter de l'argent à la Grèce pour qu'elle nous rembourse

celui qu'elle nous doit. Et tôt ou tard il faudra en fournir aussi pour éviter que le pays ne sombre encore plus. Disons que la sortie de l'Euro permettrait de régler plus vite la question. Le problème est que personne ne veut en endosser la responsabilité – le FMI, pressé par ses membres émergents qu'exaspèrent le laxisme, à leurs yeux, dont on fait preuve face à la Grèce, sera peut-être le détonateur. L'événement fera alors les gros titres et les experts se succéderont à la file sur les plateaux télé. On redoutera que la zone € toute entière n'explose à son tour, ce que la sortie de la Grèce seule n'aurait en fait aucune raison de provoquer. On craindra pour la bonne tenue des marchés, qui enregistreront quelques soubresauts sans doute mais qui, pour le reste, sont suffisamment gavés de liquidités par la Fed et la BCE pour continuer à grimper. D'un autre côté, une fois posé que la dette grecque ne sera jamais remboursée et que l'UE ne pourrait pas totalement laisser tomber la Grèce, son maintien dans l'Euro coûtera moins cher à l'UE, puisque la Grèce évite ainsi le surenchérissement de ses importations. Ce maintien est en fait une gigantesque subvention qui ne coûte rien.

Mais au total, il est permis de juger qu'il ne s'agit là que d'une péripétie en comparaison avec ce que la crise grecque a finalement révélé et dont on évite soigneusement de parler : quelle avenir peut-on attendre d'une Union européenne incapable au sens propre, à l'administration autiste et à travers laquelle les Etats qui la composent ne parviennent ni à regarder la réalité en face, ni à se résoudre à des décisions d'envergure ?

Guillaume ALMERAS

Consultant indépendant,

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil